

« On ne peut pas défendre la liberté avec les ennemis de la liberté »

(Lire en page 2 la déclaration du P.C.I.)

LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)

REDACTION ADMINISTRATION :
5, Rue de Charonne, PARIS (XI^e). Tél.: ROQ. 69-52



SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

ABONNEMENTS: 1 an: 1.200 F; 6 mois: 600 F; 3 mois: 350 F
Etranger: 1 an: 1.500 F
C.C.P. Société de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris

LA CLASSE OUVRIÈRE EST RESOLUE A BRISER TOUTES LES MENACES CONTRE SES LIBERTES

LES divers gouvernements qui ont poursuivi la guerre d'Algérie ont pratiqué, les uns après les autres, une politique de « fuite en avant » sans souci des conséquences: durer, éviter que n'éclate l'inévitable crise qui menacerait les bases mêmes du régime bourgeois, la crise que ne manquerait pas de provoquer la liquidation du système colonial français dont la perte de l'Algérie marquerait le début. Durer, dans ces conditions, c'était simplement continuer la guerre, sans conviction, sans perspectives, en espérant qu'en cours de route un miracle permettrait d'entamer sans bruit la négociation nécessaire. Paireille politique, à la longue, ne faisait qu'approfondir les

contradictions de la situation. Elle pouvait feindre d'ignorer l'internationalisation croissante de la guerre d'Algérie, la pression de plus en plus forte de l'impérialisme américain, le conflit qui existait entre les intérêts particuliers des Européens d'Algérie et les besoins généraux du système capitaliste en France, elle ne pouvait empêcher ces faits de s'imposer...

La situation de la bourgeoisie française peut se comparer à celle d'un financier véreux qui cherche à payer ses dettes par d'autres emprunts, jusqu'au moment où, le circuit se bloquant, il faut tout rembourser à la fois. Alors, c'est la faillite!

S EULS des inconscients ou des imbéciles peuvent mettre sur le même plan Pflimlin et de Gaulle. Certes, le régime parlementaire et la dictature militaire ont ceci de commun qu'ils sont deux régimes bourgeois — deux régimes de défense de la propriété privée des moyens de production.

Mais la dictature militaire ne peut s'instaurer qu'en détruisant ou en asservissant le mouvement ouvrier organisé — ces partis, ces syndicats qu'un siècle d'efforts un siècle de luttes héroïques, un siècle de sacrifices innombrables ont édifiés. Si les travailleurs dans leur masse, éprouvent aujourd'hui une profonde méfiance à l'égard des dirigeants du P.S. ou du P.C.F., de la C.G.T. ou de la C.G.T.-F.O., ils n'en sont pas moins prêts à se mobiliser jusqu'au dernier pour empêcher toute atteinte à n'importe quelle organisation ouvrière.

La dictature militaire ne peut s'instaurer qu'en abolissant les libertés ouvrières. Le droit de grève, le droit syndical, la liberté de réunion, la liberté de la presse surtout ont, certes, subi de graves atteintes sous la 4^e République. La dictature militaire les abolirait totalement. Les travailleurs savent combien chèrement ces libertés ont été conquises. Ils sont prêts à combattre pour leur défense.

C'est pourquoi les ouvriers révolutionnaires, au premier rang les trotskystes, sont prêts à l'union la plus large, sans exclusive ni sectarisme, pour défendre les libertés, pour régler leur compte aux apprentis dictateurs.

Doivent-ils pour cela oublier qu'un bourgeois reste un bourgeois un exploitateur, et un ouvrier un prolétaire, un exploité? Qu'ils restent membres de deux classes ennemies?

Les travailleurs ne peuvent attendre, et n'attendent pas qu'un politicien bourgeois, un Pflimlin ou un Edgar Faure, défende efficacement leurs libertés, leurs intérêts. Ils savent qu'ils ne peuvent compter pour cela que sur eux-mêmes, sur leurs propres méthodes de classe.

Les travailleurs ne peuvent espérer qu'une police, dressée à briser leurs grèves et leurs manifestations, défende leurs libertés. Ils ne peuvent espérer qu'une armée, dont les chefs viennent suffisamment

La Vérité
(Suite page 4)

LE COUP D'ALGER

Le 13 mai, lorsque les Européens d'Algérie furent emparés du Gouvernement Général et y eurent installé le général Massu, la panique à Paris était à son comble. Le « plan » Pflimlin, à savoir l'acceptation des conclusions des « bons offices », la volonté d'aller vers la négociation, selon les vœux de l'Amérique était brutalement mis en échec. Les « ultras » entraînant derrière eux la grande masse fanatisée des Européens décidés à tout pour ne pas voir remise en question leur situation privilégiée, étaient passés à l'action pour imposer leur politique : la continuation de la guerre. Ils avaient le soutien des cadres de l'armée, soit que, pour certains d'entre eux, il importât de canaliser un mouvement, soit que, pour d'autres, le moment fût venu de régler son compte à un régime générateur de défaites. La pression des ultras dépassait assez vite l'émeute pour aboutir, avec la création du Comité de Salut Public, à un véritable contre-gouvernement en puissance, l'amorce d'une sécession, créant une situation dramatique pour les cercles dirigeants de la bourgeoisie. L'unité nationale comme l'autorité de l'Etat étaient battues en brèche, la guerre d'Algérie échappant au contrôle de Paris, devenant autonome, allait à la catastrophe — sans même compter les réactions dans la métropole. Le caractère colonialiste, indéfendable, de la guerre d'Algérie apparaissait clairement, l'appel des « ultras » à la constitution d'un gouvernement réactionnaire pouvait mobiliser les masses ouvrières. Un appel à la lutte des grandes organisations ouvrières aurait été largement suivi. Les fascistes, dont la dérisoire faiblesse devait apparaître dans les jours suivants, eussent été balayés. Et le peuple de France eût pu mettre fin à la guerre d'Algérie.

votèrent pour Pflimlin, et le 14 mai la France se réveilla avec un gouvernement héroïquement républicain bien décidé à défendre la liberté (sinon la paix et le pain!) qui, pour commencer, fit la moitié du chemin qui la séparait des « ultras ». L'affaire d'Algérie n'était plus qu'une « tragique méprise », on assurait les Européens d'Algérie de la compréhension du gouvernement, on remettait tous les pouvoirs entre les mains du général Salan qui avait, sinon approuvé, au moins suivi le mouvement insurrectionnel. On proclamait que la République saurait mener une guerre totale pour ob-

tenir la paix dans la victoire. Mais, en dépit de l'appel de Coty à l'armée d'Algérie, en dépit des explications plutôt rassurantes de Massu qui disait qu'après tout, il avait seulement voulu « empêcher que ça saigne », le mouvement s'approfondissait à Alger en même temps qu'il s'étendait à toutes les grandes villes de l'Algérie. L'Algérie des colons continuait

à réclamer, pour se soumettre, un gouvernement de salut public et demandait de Gaulle.

Cependant, les socialistes faisaient leur entrée au gouvernement et Guy Mollet devenait vice-président du Conseil. Le 15 mai, un nouvel élément venait tout compliquer : de Gaulle, dans une déclaration, se disait prêt à « assumer les pouvoirs de la République ».

DE QUOI S'AGIT-IL ?...

L'affaire algérienne ne peut se régler à froid comme l'avait été celle d'Indochine. C'est là le cœur de la crise actuelle. Le gouvernement Pflimlin est sans

doute le plus « pro-américain » de ces derniers temps. Il réunit Pflimlin, Mollet et Pleven, trois F. FORGUE.
(Suite page 3)

LE C.C.N. DE F.O. POUR LA NEGOCIATION SANS EXCLUSIVE NI PREALABLE

N OUS publions ci-dessous un article du camarade A. Hébert, secrétaire général de l'U.D.-F.O. de la Loire-Atlantique. Cet article est extrait du journal de l'U.D., « l'Ouest Syndicaliste ».

Il nous semble particulièrement important, au moment où la « crise » française, causée par la guerre d'Algérie, atteint un point culminant, de souligner que, dans le mouvement syndical français, se dégagent des perspectives positives pour une solution du problème algérien. Le Comité Confédéral National de la C.G.T.-F.O., après l'U.D.-F.O. de la R.P., après la Fédération de l'Education Nationale, le S.N.I. et d'autres syndicats, a fait sienne la proposition de la négociation sans exclusive ni préalable, pour laquelle se sont prononcés Messali Hadj et l'Union des Syndicats des Travailleurs Algériens. Cela démontre qu'un dialogue fructueux s'engage entre le Mouvement Syndical français et les organisations nationalistes et syndicales algériennes. En s'affirmant clairement et sans équivoque pour une solution positive, les syndicats ont, main-

tenant, la possibilité de peser de façon décisive sur la solution et d'en finir avec une guerre qui pompe les richesses du pays, fait couler le sang, et dont la poursuite comporte une menace non équivoque de dictature militaire.

L'article d'Alexandre Hébert démontre pleinement combien les révolutionnaires, partisans de l'indépendance du peuple algérien, peuvent, sans renier une seule de leurs positions fondamentales, trouver un langage et un terrain d'action communs avec d'autres courants de la classe ouvrière, pour imposer une plateforme de paix négociée.

Ceux qui, aujourd'hui, tant en France qu'en Algérie, s'opposent à la convocation d'une Conférence de la Table Ronde, montrent leur véritable visage. Car, en définitive, ce qui est en jeu, ce n'est pas autre chose que la lutte pour les principes démocratiques élémentaires, dont il découle que, seul, le peuple algérien, élisant une Constituante souveraine, peut valablement juger des propositions engageant son avenir.

LA situation économique française est extrêmement grave. Déjà la misère s'installe dans de nombreux foyers ouvriers. Récession, chômage, restric-

tions... reviennent trop souvent à la première page des quotidiens.

L'inquiétude grandit dans la classe ouvrière. Elle ne doit pas aboutir à la lassitude et ouvrir

la porte à l'aventure. Déjà trop nombreux sont ceux qui semblent avoir la nostalgie d'un « Pouvoir intelligent et fort ».

(Suite page 4)

Déclaration du P.C.I. (Trotskye) sur le coup de force d'Alger et ses conséquences

Les « ultras » et la clique des généraux d'Alger ont décidé d'imposer au pays l'intensification de la guerre.

CONTRE LA GUERRE D'ALGERIE

Tout le monde le comprend : La poursuite de la guerre contre le peuple algérien en lutte pour son indépendance : c'est la misère, c'est le sang, ce sont les tortures, c'est l'abolition des libertés, c'est la menace de la dictature militaire ! Le peuple français est pour la paix en Algérie.

Le peuple français est pour la liberté ; la liberté partout : la liberté en France, la liberté en Algérie.

Le peuple français ne veut pas payer de sa sueur, de ses privations, de son sang, la guerre d'Algérie, une guerre contre la liberté, contre les droits les plus élémentaires à la vie de tout un peuple.

POUR LA DEFENSE DES LIBERTES

Les ultras et la clique des généraux ont fait leur coup d'état pour imposer l'intensification de la guerre. De Gaulle a donné son appui au coup d'état. Pour tenter de maintenir le peuple algérien dans un état de servitude contre lequel il a pris les armes, de préserver les investissements des capitalistes français en Afrique, ils veulent im-

poser leur dictature au peuple français. Ainsi, les choses sont devenues plus claires. Il ne peut y avoir de liberté en France lorsque l'oppression règne en Algérie.

Le peuple français ne pourra sauver ses libertés que si le peuple algérien conquiert les siennes.

TOUS DEBOUT POUR LA DEFENSE DES LIBERTES !

DANS la lutte pour la défense des libertés démocratiques, contre les menaces de dictature militaire, les trotskystes ne formulent aucune exclusive, ils ne posent aucune condition. Dans les syndicats, les quartiers, les entreprises, les universités, ils participent à toute action, si limitée soit-elle, à tout regroupement, si limité soit-il ; ils appellent les travailleurs, les organisations ouvrières à tous les échelons à se regrouper pour l'action. C'est dans cet esprit que notre parti participe au comité de liaison formé sur le plan parisien avec la Fédération Socialiste S.F.I.O., l'U.D. « F.O. », la Fédération Anarchiste, etc... Nous avons, avec les représentants d'autres organisations, demandé que ce comité soit ouvert à toutes les organi-

sations ouvrières. Mais nous avons estimé ne pas devoir nous en séparer, malgré l'exclusive lancée contre la C.G.T. et le P.C.F., convaincus que nous sommes qu'aucune exclusive ne résistera à l'action directe ; que, si celle-ci s'engage dans les usines et dans la rue, l'unité de front des travailleurs se réalisera obligatoirement, comme en 1934.

Mais si les trotskystes restent prêts à appuyer tout pas en avant des grandes organisations ouvrières dans la lutte contre les menaces de dictature militaire, ils n'acceptent pas la politique d'atémoinement et les manœuvres parlementaires qui ne visent qu'à la recherche d'un compromis avec la clique militaire et de Gaulle.

LES TRAVAILLEURS SONT CONTRE L'ETAT D'URGENCE

Celui qui se passe est vraiment incroyable. La clique d'Alger veut juler le peuple français. De Gaulle l'appuie ouvertement. Et le gouvernement Pflimlin, soutenu par les votes du P.S. et du P.C.F. : — interdit les meetings ouvriers et les manifestations ouvrières ; — fait adopter la loi sur l'état

d'urgence, qui accroît en fait le pouvoir de ces mêmes généraux et de ces mêmes policiers qui marchent la main dans la main avec les ultras d'Alger et avec de Gaulle !

On ne peut défendre la liberté avec les ennemis de la liberté.

On ne peut défendre la liberté en recherchant un compromis avec de Gaulle-Massu-Salan.

L'ETAT D'URGENCE,

DIRIGE CONTRE LES LIBERTES OUVRIERES

AVEC le vote du Parlement instituant l'état d'urgence, le gouvernement des capitalistes va pouvoir :

- bloquer les salaires ;
- interdire les réunions et les manifestations ouvrières ;
- limiter le droit de grève.

Tout cela, pour intensifier la guerre contre le peuple algérien ! En votant la loi sur l'état d'urgence, le Parlement a appliqué la première partie du programme des hommes d'Alger.

L'expérience est pourtant là : elle n'est pas en appliquant le pro-

gramme des ennemis de la paix et de la liberté qu'on assure la paix et qu'on défend la liberté.

En votant, le 12 mars 1956, les pouvoirs spéciaux pour l'Algérie, les députés du P.S. et du P.C.F., contrairement à leurs affirmations, ont voté la guerre, le sang, la misère.

Le peuple français est contre l'état d'urgence.

Seul, il peut s'opposer au coup de force.

Seul, il peut écraser de Gaulle-Massu-Salan.

QU'ATTENDENT LES ORGANISATIONS OUVRIERES POUR RELEVER LE DEFI ?

LES travailleurs sont prêts au combat ;

A LA GREVE GENERALE ! Les dirigeants du P.S. et du P.C.F., les dirigeants des syndicats, au lieu de s'appuyer sur la force de classe des travailleurs, manœuvrent au Parlement, multiplient les conciliabules, discutent, bavardent, tandis que de Gaulle menace. C'en est assez !

Les travailleurs veulent la paix en Algérie.

Les travailleurs veulent la liberté. Ils n'ont aucune confiance

dans la police et dans l'armée, dans le Parlement et dans le gouvernement des capitalistes pour protéger leurs libertés.

Et ils ont les moyens de faire exécuter leur volonté.

LA GREVE GENERALE BALAIERA COMME UN FETU DE PAILLE TOUS LES APPRENTIS-DICTATEURS !

En Algérie même, 400.000 jeunes travailleurs sous l'uniforme veulent retourner dans leurs foyers.

Comme tous les travailleurs, ils veulent la paix et la liberté.

LA GREVE GENERALE IMPOSERA LA PAIX ET SAUVERA LA LIBERTE !

COMME les trotskystes, d'autres révolutionnaires estiment que la loi sur l'état d'urgence est une mesure directement dirigée contre la classe ouvrière.

C'est pourquoi la Fédération Anarchiste, le Parti Communiste Internationaliste (trotskye), le Syndicat des Charpentiers en fer (C.G.T.), le Comité de Liaison et d'Action pour la Démocratie Ouvrière ont décidé de former un Comité d'Action Révolutionnaire dont le siège est 3, rue Ternaux, Paris (XI).

Seule, la classe ouvrière, le Front Uni des travailleurs, mobilisés dans leurs quartiers et leurs entreprises, peuvent barrer la route à la menace réactionnaire, et l'écraser.

Seule la classe ouvrière, les

masses laborieuses elles-mêmes sont en mesure d'appliquer un programme véritablement conforme à leurs aspirations.

Les travailleurs n'attendent rien des représentants des capitalistes siégeant au gouvernement, des Pflimlin, des Edgar Faure, des Mutter.

— La paix en Algérie, par l'ouverture de négociations sans exclusive ni préalable, par la reconnaissance de droit du peuple algérien à disposer de lui-même ;

— Un niveau de vie décent, garanti contre la hausse des prix par une véritable échelle mobile des salaires ;

VOILA CE QUE VEULENT LES TRAVAILLEURS ! VOILA CE QUE LA GREVE GENERALE IMPOSERA !

Paris, le 17 mai 1956.

Une lettre...

Le 11 Mai.

Chers camarades,

Ci-joint 500 francs, ma modeste participation pour seconder vos efforts pour l'avènement d'une société meilleure.

Merci des exemplaires de « La Vérité » que vous joignez à mon abonnement.

Soyez assurés que je les diffuse de mon mieux, soit en les faisant lire directement et voir même en voyageant pour mon travail, en en laissant bien en vue, soit en autobus ou dans les trains, comme je le faisais jadis pour « L'Humanité », cherchant ainsi à créer de nouveaux abonnés et lecteurs ; les petits ruisseaux font les grandes rivières, espérons que pour notre idéal il en arrive ainsi. Je suis dans ma 63^e année et la lutte que vous menez vaillamment me rappelle celle que j'ai suivie dès la fin de la guerre 14-18 en militant activement pendant de nombreuses années. Je fus de ceux qui contribuèrent au vote de la motion de la 3^e internationale au congrès de Tours en 1920, j'ai eu déjà le plaisir de m'en entretenir avec de nos camarades. Ces principes vous continuent à les défendre ardemment luttant en l'ensemble contre le capitalisme officiel puis contre la S.F.I.O. de l'union sacrée de 14-18 qui ne changera pas de méthode et en plus ces ignobles renégats du léninisme, les Thorez et consorts, que j'ai jadis cotoyés avant la mort de Lénine, et auxquels j'aurais plaisir à cracher maintenant dans la main s'ils me la tendaient.

Le camarade Monge (que je n'ai pas le plaisir de connaître), en son article pour le 500^e numéro de « La Vérité » ne pouvait mieux l'expliquer, très bien à lui et bravo aussi pour toute votre rédaction.

Je n'ai plus la force physique d'autrefois, la santé et la fatigue de l'âge se font déjà durement ressentir. Je suis ouvrier dans le bâtiment et me reposant en ce dimanche j'en profite pour vous adresser la présente pour qu'elle soit un peu un stimulant pour la génération actuelle...

JOHN REED ET LE « POST. »

« Après avoir lu avec un immense intérêt et la même attention jusqu'au bout le livre de John Reed : « Dix jours qui ébranlèrent le monde », je recommande du fond du cœur cette œuvre aux ouvriers de tous les pays. Je voudrais que ce livre soit répandu à des millions d'exemplaires et traduit dans toutes les langues, car il donne un tableau exact et extraordinairement vivant d'événements qui ont une si grande importance pour comprendre ce qu'est la révolution prolétarienne, ce qu'est la dictature du prolétariat. »

C'est en ces termes que LENINE présentait le célèbre ouvrage de John REED sur la Révolution d'octobre 1917, que les Editions Sociales viennent de rééditer en France, suivant l'exemple des éditions d'Etat de Moscou.

Plusieurs lecteurs nous ont demandé comment il se faisait que les stalinien osaient rééditer ce livre, qui met en lumière le véritable déroulement de la première insurrection prolétarienne victorieuse de l'histoire, et jette à bas d'un seul coup des tonnes et des tonnes de falsifications accumulées par la bureaucratie elle-même. Le livre de John Reed montre Trotsky préparant, organisant et dirigeant l'insurrection en plein accord avec Lénine ; il montre le développement réel de la Révolution, place sous une vive lumière le rôle de l'acteur principal, les masses en lutte, montre concrètement, comme le dit Lénine, ce qu'est la dictature du prolétariat, la démocratie prolétarienne en action, montre toutes les contradictions et les complexités du développement de la Révolution, contradictions qui n'épargnent nullement le parti dirigeant, le

parti bolchevik, contrairement à ce que prétend encore aujourd'hui l'hagiographie officielle (1). Ce livre sera un instrument précieux pour les innombrables travailleurs, pour les jeunes surtout, qui aujourd'hui, devant la débâcle du stalinisme, cherchent à se retrapper aux sources authentiques du communisme.

Sa réédition par Krouchtchev fait partie des nombreuses contradictions de la déstalinisation ; en dénonçant les crimes de Staline, Krouchtchev s'efforçait de capitaliser la haine ardente vouée par les travailleurs de l'U.R.S.S. au dictateur sanglant ; il dut toutefois, pour la défense des privilèges de la bureaucratie, battre en retraite et louer la manière incontestablement radicale dont Staline combattait les « ennemis du peuple » — les ennemis des bureaucrates —. En publiant le livre de Reed, il espérait évidemment apparaître lui-même comme l'héritier de la tradition authentique d'octobre. Qu'il soit ainsi contraint d'aider les travailleurs russes à fourbir les armes avec lesquelles ils l'abatront, cela n'est qu'une illustration entre autres des contradictions de sa politique.

Il n'en reste pas moins que nos stalinien, en même temps qu'ils répandaient le poison, se sont efforcés de distribuer l'antidote. C'est ainsi que les illustrations de la première édition où figurait notam-

ment une photo fameuse de Lénine et Trotsky, ont été remplacées par des vues plus à la page. C'est ainsi que, dans les notes préliminaires, dans le paragraphe que Reed consacre aux « partis politiques », Reed cite pour chaque parti les principaux dirigeants, pour chaque parti, sauf pour les bolcheviks, du moins dans la nouvelle édition. C'est que dans l'ancienne on lisait : « Chefs des bolcheviks : Lénine, Trotsky, Lounatcharsky ».

C'est ainsi encore que les trois quarts de la proclamation aux « frères cosaques » du soviét de Petrograd sont coupés dans la nouvelle édition, sans doute parce que Trotsky en est l'auteur, bien que le fait ne soit pas mentionné.

Mentionnons enfin une falsification curieuse, probablement la contribution personnelle des éditeurs français. Il s'agit de l'annexe consacrée à la mutinerie des soldats russes cantonnés en France au camp de la Courtine en 1917. La nouvelle édition reproduit intégralement le communiqué publié à ce sujet par le gouvernement provisoire de Kerensky, communiqué dont Reed ne donnait qu'un résumé. Mais elle supprime le commentaire de Reed qui affirmait que l'artillerie française était intervenue contre les mutins (ce qui n'ait le communiqué du gouvernement provisoire). Il faut bien défendre l'honneur de « notre » armée !

Puis, surtout, l'éditeur russe a ajouté des notes et une post-face scrupuleusement. « Un tableau exact », disait Lénine du livre de Reed ; « Reed s'est trompé », rétorque le scribe de Krouchtchev. Il s'est trompé parce qu'il n'a pas vu... la lutte de Lénine contre

(1) « Les bolcheviks ont prévu avec une clairvoyance géniale toute la marche de la révolution, toutes ses fluctuations probables », écrit sans rire la post face à l'édition soviétique du livre de Reed...

CEYLAN

LES STALINIENS SE DEMASQUENT

Ceylan, le 12 mai 1958.

LES staliniens, qui s'étaient emparés de la direction des fonctionnaires des catégories supérieures, se sont complètement discrédités, et sont sérieusement menacés d'être renversés. C'est là le résultat de la manière dont ils ont trahi la grève des fonctionnaires qui a eu lieu il y a quinze jours.

La grève avait été lancée par la Fédération des Employés des Services publics, contrôlée par les staliniens, pour tenter de faire oublier l'attitude de briseurs de grève qu'ils avaient adoptée, et encouragé le gouvernement à adopter, pendant les grèves victorieuses lancées par la Fédération des Fonctionnaires et la Fédération du Travail de Ceylan (la centrale syndicale), dirigées par les trotskystes.

Les staliniens avaient stigmatisé les grèves dirigées par les trotskystes comme des tentatives réactionnaires de renverser le gouvernement, qu'ils caractérisaient comme

un gouvernement progressif et qu'ils soutenaient, après que ce gouvernement eut établi des relations diplomatiques avec le bloc russe et la Chine. Mais, devant la sympathie du public, ces grèves, provoquées par la hausse des prix, furent couronnées de succès et ce succès contribua à discréditer les staliniens sur le terrain syndical. C'est pour cette raison qu'ils décidèrent de déclencher une grève eux-mêmes.

Les syndicats à direction trotskyste ne participèrent pas à cette grève qu'ils estimaient prématurée. Mais, lorsque le gouvernement, pour la briser, fit appel à la police, à l'armée, et à des bandes organisées de briseurs de grève, les syndicats à direction trotskyste avertirent le premier ministre Bandaranaike que si le gouvernement ne renonçait pas à l'emploi de tels procédés contre les grévistes, ils appelleraient les ouvriers à l'action directe pour la défense du droit de grève. Le gouvernement retira immédiatement l'armée, et autorisa les grévistes à organiser des piquets de grève et des cortèges.

Cependant, en ce qui concerne les revendications mises en avant par le syndicat à direction stalinienne, le gouvernement refusait de négocier tant que la grève durait. La direction stalinienne paraissait résolue à poursuivre la grève jusqu'à satisfaction. Dans ces conditions, les syndicats à direction trotskyste envisageaient d'entreprendre une action pour forcer le gouvernement à négocier. C'est alors que la direction stalinienne arrêta la grève,

sans qu'aucune revendication n'ait été satisfaite, et sans même que des négociations soient ouvertes. C'était là une trahison sans équivoque, en accord avec la ligne de soutien du gouvernement des staliniens.

Les grévistes ne reprirent le travail qu'à contre-cœur. Ils savaient qu'ils avaient été trahis. A l'heure où nous écrivons, les principaux sections de la Fédération des Fonctionnaires ont adopté des résolutions pour le retrait de leur organisation de la Fédération des Services Publics. Et, sans les fonctionnaires, cette Fédération perdrait toute importance.

Cette grève, tout en discréditant les staliniens, a aussi démontré comme ils se trompaient en caractérisant le gouvernement comme progressif. Le ministre Philippe Gunawardene, dont les staliniens disaient qu'il était le dirigeant progressiste dans le gouvernement méritait le soutien des partis de gauche, fut le plus véhément à réclamer des mesures de répression contre la grève.

La grève décidée par les staliniens, en même temps que celle des fonctionnaires, dans le secteur privé, continue encore. Les staliniens y sont obligés parce qu'ils savent que les ouvriers ne sont pas d'humeur à se laisser trahir, spécialement après la trahison de la Fédération des Services Publics.

(Communiqué par le département étranger du L.S.S.P., parti trotskyste de Ceylan.)

SOUSCRIVEZ pour la libération d'Henri GENESTE C.C.P. Jean Ribes - 9693-28 Paris -

La classe ouvrière est résolue...

(Suite de la 1^{re} page)

fidèles tenants de la politique américaine. Il ne fait pas de doute que ce gouvernement espère combler les désirs de Washington en mettant fin, dans les plus brefs délais possibles à la guerre d'Algérie. Mais il n'en oublie pas, pour autant, les intérêts spécifiques de la bourgeoisie française. Il cherchera à négocier le compromis qui donnera à la France le plus de possibilités d'action en Afrique du Nord. Le gouvernement veut aussi limiter les risques d'explosion sociale et politique que provoquera « l'abandon » de l'Algérie : il lui faut pour cela désarmer les « ultras » en les battant sur leur propre terrain. Aussi n'est-il pas étonnant que la politique de Pflimlin soit celle de la guerre totale contre le peuple d'Algérie, comme le prouvent les mesures qu'il a déjà prises : 27 mois de service militaire, 80 milliards d'impôts supplémentaires.

Pour les « ultras » il s'agit d'une bataille désespérée, sans perspective. Il leur faudrait l'assurance impossible qu'ils ne feront pas les frais du compromis. Mais les « ultras » ne sont que la masse de manoeuvre, la base d'une aile de la bourgeoisie française qui est assez conséquente pour comprendre que la perte de l'Algérie est inévitable, mais qui vise, à travers l'éroulement, dont elle rendrait le « système » responsable, à s'emparer en fait du pouvoir.

Ici se place l'intervention du général de Gaulle. On peut dire qu'il a commis une « erreur » en intervenant, qu'il a ainsi diminué son prestige, son caractère « d'arbitre », « d'homme providentiel » que la bourgeoisie tenait en réserve, en se rangeant en fait du côté des généraux insubordonnés et des ultras. Peut-être, mais il y était contraint, ne serait-ce que pour défendre l'unité de l'armée, mise en péril. Il couvre les « ultras » et Massu. Mais il affirme, en même temps, comme le seul qui puisse arbitrer le conflit entre les Européens d'Algérie et la métropole, le seul qui puisse rétablir l'unité nationale et permettre à la bourgeoisie de franchir victorieusement l'étape présente. Ce n'est pas un hasard si dans sa conférence de presse du 19 mai, de discrètes références à Brazzaville, au programme du C.N.R., et un vocabulaire ambigu (« peuples associés », etc.), voisinent avec des louanges à l'adresse des hommes du coup d'Alger. Il pose, en fait, sans il est vrai préciser comme il l'entend, sa candidature au règlement du problème nord-africain.

Cela ne signifie nullement que de Gaulle et Pflimlin puissent être le moins du monde confondus. L'opposition du général de Gaulle au gouvernement n'est pas une question de méthodes ou de caractères : c'est une question de régime politique.

PFILIMLIN ET DE GAULLE

Le fascisme ou la dictature militaire ne « prennent le pouvoir » que lorsque la bourgeoisie estime que ces régimes, mieux que le parlementarisme, peuvent défendre ses intérêts de classe. Pour cela, elle doit, tout d'abord, avoir pu briser le mouvement ouvrier, porter à la classe ouvrière des coups décisifs.

Or, aujourd'hui, en France, la classe ouvrière demeure invaincue. Pourquoi toute la politique française tourne-t-elle, pour toute une période, autour du Parti Socialiste ? Pourquoi de Gaulle lui-même se voit-il contraint de couvrir de fleurs Guy Mollet ? Parce que celui-ci — renforcé par la délégation implicite que lui octroie Thorez, dont la principale préoccupation, dictée par Moscou, aujourd'hui encore, est de coller à la politique du P.S. — représente, incarne, la force de beaucoup la plus grande qui

pèse sur la politique française : celle de la classe ouvrière. Parce que les organisations réformistes et staliniennes sont seules capables de contenir la volonté de paix et de bien-être des travailleurs dans le cadre du régime bourgeois. La bourgeoisie ne peut se passer de l'appui des dirigeants du mouvement ouvrier, auquel « l'état fort » de de Gaulle devrait porter, pour s'instaurer, des coups décisifs.

Entre le régime de Pflimlin et celui de de Gaulle, il y a toute la distance de la force invaincue de la classe ouvrière. De plus, le Parlement est encore le meilleur cadre qu'ait trouvé une bourgeoisie aussi gravement menacée et aussi profondément déchirée que l'est aujourd'hui la bourgeoisie française pour tenter d'arbitrer ses conflits internes et de trouver une solution aux insolubles problèmes qui la confrontent.

DEFENDRE LES LIBERTES DEMOCRATIQUES : POURQUOI ET COMMENT ?...

Cela trace le devoir des révolutionnaires. Certes, la menace gaulliste est plus faible que ne l'expliquent nos anti-fascistes de tous bords, non seulement parce que le général n'a guère de troupes, mais surtout parce que la majorité des cercles responsables de la bourgeoisie a décidé que le régime parlementaire et le soutien des partis ouvriers étaient le seul barrage solide aux masses. De plus, de Gaulle lui-même prendra-t-il le risque de provoquer une grève générale, une mobilisation des masses d'une ampleur sans précédent et dont personne ne peut dire où elle s'arrêtera ? Mais pour autant que, même faible, la menace existe, les révolutionnaires seront au premier rang pour défendre, sans y mettre de condition ou d'exclusive, l'ensemble des droits démocratiques indispensables à la classe ouvrière pour mener sa lutte.

Mais les révolutionnaires mèneront cette lutte avec leurs propres méthodes, et en conservant leurs propres objectifs. Pour eux, la lutte pour la défense des libertés démocratiques ne peut se mener par la suppression des plus essentielles de

ces libertés, par l'interdiction de toute manifestation ouvrière et du droit de réunion, qu'impose l'état d'urgence.

Pour eux, cette lutte ne peut se mener dans le cadre du Parlement, le Parlement des riches, celui des impôts et de la vie chère, le parlement qui a trahi les électeurs et qui, élu pour faire la paix le 2 janvier 1956, a fait et continue de faire la guerre.

Pour eux cette lutte ne saurait être une simple défense. Elle doit être une offensive de la classe ouvrière et de l'ensemble des couches travailleuses, non seulement pour défendre leurs droits à s'organiser et à s'exprimer, mais aussi pour la satisfaction de leurs légitimes revendications, pour la fin de la guerre d'Algérie par la reconnaissance du droit du peuple algérien à disposer de lui-même.

Et cela, aucun gouvernement bourgeois ne le réalisera, aucune alliance avec la « bonne » bourgeoisie ne le permettra. Plus que jamais, c'est la classe ouvrière qui décidera du sort de ce pays.

BULLETIN d'abonnement

NOM :
PRENOM :
ADRESSE :

souscrit un abonnement de
1 an - 6 mois - 3 mois (1)
et verse :
1.200 fr. - 600 fr. - 350 fr. (1)
au C.C.P. S.P.E.L. 6032-01 Paris

(1) Rayer la mention inutile.

« FACIER » DE KHROUCHTCHEV

Trotsky, bien sûr ! Notons, toutefois, que la version stalinienne est implicitement mais totalement enterrée. Trotsky, Zinoviev, Kamenev, ne sont plus des « agents de la Gestapo », comme les procès de Moscou l'avaient « démontré » ; ils sont seulement des ennemis politiques. Les notes biographiques qui leur sont consacrées ne disent rien non plus de leur mort.

On pourrait se contenter du témoignage de Lénine, qui se suffit à lui-même. Toutefois, principalement à l'intention des lecteurs de la nouvelle génération, il peut être utile d'ajouter quelques mots. Le « post-facrier » prête à Trotsky l'idée idiote selon laquelle « la victoire de la Révolution Socialiste n'est possible qu'en tant que victoire simultanée du prolétariat des pays d'Europe ». Pourquoi dirigea-t-il l'insurrection des seuls prolétaires russes ? Cela reste alors un mystère. Il affirme par contre à juste titre que Trotsky ne croyait pas à la victoire du socialisme, à l'édification d'une société sans classe dans un seul pays. Cette idée était à vrai dire celle de tous les bolcheviks. En avril 1924 encore, Staline écrivait : « Pour la victoire définitive du socialisme, pour l'organisation de la production socialiste, les efforts d'un seul pays, surtout paysan comme le nôtre, sont déjà insuffisants. Il y faut les efforts réunis des prolétaires de plusieurs pays avancés ».

Enfin, le « post-facrier » accuse Trotsky d'avoir voulu retarder l'insurrection jusqu'à la veille du congrès des Soviets (en insinuant qu'au fond, Trotsky était l'adversaire de l'insurrection).

Effectivement, Trotsky, combi-

nant les tâches politiques et militaires de l'insurrection, dont il dirigeait d'heure en heure les préparatifs, sut lui donner la couverture légale des Soviets. Ce fut dans la nuit qui précéda la réunion du congrès panrusse des soviets que les bolcheviks chassèrent le gouvernement provisoire de Pétersbourg, mettant ainsi le pouvoir à la disposition du congrès qui s'ouvrait. Trotsky, sur place, avait une vue plus concrète des choses que Lénine qui, de sa cachette en Finlande, craignait que le retard de l'insurrection ne conduisit au désastre. La valeur de la tactique de Trotsky est bien mise en lumière par Deutscher dans sa biographie de Staline :

« En prenant cette initiative » (d'assurer la défense de Pétersbourg contre une offensive allemande éventuelle alors que le gouvernement provisoire envisageait de l'abandonner) « le Soviet de Pétersbourg acquiesça à un renouveau d'importance et d'autorité qui lui donnerait, le moment venu, la force de déposer le gouvernement provisoire. Trotsky, dont toute l'activité était dominée par ses fonctions de président du Soviet, réussit à présenter ce premier pas décisif de la révolution comme une mesure dictée par les exigences nationales de la République. Le Soviet établit alors, d'abord en principe, ensuite en fait, son droit à contrôler les mouvements des troupes dans la capitale et dans la région avoisinante, c'est-à-dire le droit de contrôler les postes de commandement et leurs ordres. La méfiance populaire à l'égard du corps des officiers, extrêmement vive depuis la révolte de Kornilov, renforça les pouvoirs du soviét pour tous les

conflits à venir. L'organisme qui se chargea de ces questions pour le compte du Soviet fut le Comité Militaire Révolutionnaire nommé par le Comité Exécutif du Soviet le 13 octobre. Le président du Soviet présidait en même temps ce Comité qui était par destination l'état-major de l'insurrection.

« Ce qui fut extraordinaire dans ce développement, c'est que l'organe de l'insurrection n'était pas un groupe clandestin se désignant lui-même ou une clique de conspirateurs, mais un corps élu au grand jour par une institution aussi largement représentative que le Soviet. La conspiration était pour ainsi dire couverte par la légalité du Soviet, circonstance qui paralysa en partie l'opposition des socialistes modérés. Les mencheviks et socialistes révolutionnaires siégeaient au Soviet comme des témoins impuissants et éfarés, jusqu'à un certain point comme des complices de leur propre anéantissement Trotsky — tous les fils de l'insurrection se trouvant maintenant entre ses mains — réussit à donner au soulèvement l'apparence d'une opération défensive destinée à prévenir, plutôt qu'à faire échouer une contre-révolution ; ce stratagème tactique rangea les fractions hésitantes de la classe ouvrière et de la garnison du côté des insurgés... »

Notons pour terminer que le post-facrier ne cherche même pas à défendre l'ancienne version officielle, suivant laquelle ce fut Staline qui organisa l'insurrection. Dans tout le livre de Reed, le nom du défunt « chef général » n'est mentionné que deux fois, incidemment...

R. MONGE.

UN MONDE S'ÉCROULE !

Il est une critique habituelle qui nous est adressée, à nous, trotskystes : « Votre optimisme concernant la Révolution n'est ni raisonnable, ni raisonné ! ». Personne aujourd'hui, bien évidemment, ne reprend les calomnies du stalinisme contre Léon Trotsky. La confiance inébranlable mise dans le prolétariat par le compagnon de Lénine est toujours un objet d'ironie pour certains.

En soi, ce qui peut venir de tous ces petits bourgeois, progressistes, stalinien et social-démocrates nous intéresse assez peu. Ceci a néanmoins son importance, car tous ces gens-là se sont arrogés le droit de penser et de décider, aux lieux et places du prolétariat. Jusques à quand ?...

● En un court espace de temps, dans tous les pays soi-disant « indépendants » de l'Amérique latine, mais dominés en fait par l'impérialisme yankee, les peuples ont montré clairement leurs sentiments à l'envoyé des bonzes de Wall-Street : le vice-président Nixon.

● Au Liban, les masses, qui voient dans la République Arabe Unie, le premier pas dans la voie de la réalisation de leurs aspirations aux Etats unis du Proche et du Moyen-Orient, se dressent contre les agents de l'impérialisme qui veulent, en maintenant la balkanisation de ces territoires, préserver leurs privilèges.

● Ce mouvement des masses est en apparence commandé par Nasser. En fait, dans son développement, les peuples posent l'exigence des revendications anti-impérialistes, de la réforme agraire, de l'expropriation des trusts, de la nationalisation du pétrole, pour la satisfaction desquelles « l'unité » n'a aucun avenir. Dans ce sens, la lutte anti-impérialiste du peuple libanais est dirigée contre Nasser, vers lequel Washington s'efforce de tourner en partie sa politique.

● En Algérie, la « rébellion des ultras » traduit la « tragique » situation dans laquelle se débat l'impérialisme français déchiré contre lui-même. La crise d'Alger, causée directement par l'héroïque résistance du peuple algérien qui entend recouvrer son droit à disposer librement de son sort, s'est transportée directement en France même, renforçant la perspective sur laquelle notre parti s'est axé depuis le 1^{er} novembre 1954 ; à savoir que la révolution algérienne constitue une menace mortelle pour l'impérialisme français, pour tout l'édifice de sa domination politique et sociale.

Oh ! il serait puéril de ne pas tenir compte des forces de la contre-révolution. L'impérialisme américain est puissant. La bureaucratie russe a montré, à Budapest, qu'elle n'hésite pas un seul instant à jeter tout le poids de sa force matérielle contre la Révolution. Malgré tout, de partout et sur tous les continents les forces populaires montent à l'assaut. En Amérique du Sud, et au Proche Orient, en Afrique du Nord et ailleurs. Et un fait capital commence à se dégager : la montée révolutionnaire que l'impérialisme et la bureaucratie russe ont réussi jusqu'à ces dernières années à limiter aux colonies, tend à se transférer dans les pays d'Europe occidentale, et particulièrement en France. Le poids des vieux appareils social-démocrates et stalinien qui, effrayés de quitter le terrain du parlementarisme bourgeois, montent la garde autour du régime capitaliste, contient encore les implications révolutionnaires de la crise de la bourgeoisie française.

Depuis une semaine, toute la politique du P.C.F. et du P.S., des dirigeants syndicaux de toutes tendances, est tendue pour faire reculer la clique militaire en brandissant simplement la menace de la grève générale. Toutes leurs forces sont unies pour que soit conclu un com-

promis qui permettra, comme l'écrit « l'Humanité » du 19-5-58, d'éviter « la rupture entre la nation et l'armée ». Comme si l'armée, en régime capitaliste, était autre chose que l'instrument de défense des intérêts de l'Etat impérialiste. Tous, tous, avec des formes diverses, mais supérieurement élaborées, se situent sur le terrain de la défense de l'Etat bourgeois.

L'avant-garde révolutionnaire n'a pas balancé une seconde. Pour la défense des libertés démocratiques, les trotskystes n'ont posé aucune condition ; contre les menaces que fait peser sur toutes les organisations ouvrières, sur toutes les organisations syndicales le coup d'Etat d'Alger, l'action doit être commune et s'engager indépendamment des orientations particulières des organisations participantes. Mais les problèmes qui ont fait surgir les menaces de dictature militaire subsistent. Il faut en finir avec la guerre d'Algérie. Il faut reconnaître ouvertement au peuple algérien le droit de disposer de lui-même. Il faut que les jeunes mobilisés retournent dans leurs foyers. Il faut juguler la hausse du coût de la vie et élever le pouvoir d'achat des masses. Il est clair que toutes ces revendications élémentaires de la classe ouvrière ne pourront être satisfaites avec un gouvernement bourgeois, dans le cadre du parlementarisme bourgeois. Pour que les masses laborieuses de ce pays imposent leur programme de paix, de pain et de liberté, il faut briser les cadres du système capitaliste.

Nul n'en peut douter : la cli-

que militaire, le monde bourgeois ne peserait pas lourd si les dirigeants des grandes organisations ouvrières faisaient appel aux masses. Mais, que les « chefs » ouvriers le veuillent ou non, la bourgeoisie française, assaillie de toutes parts par la montée révolutionnaire dans ses colonies, subissant la pression de Washington, déchirée, disloquée par le drame de son effondrement, est incapable d'ouvrir une perspective au pays. Les cadres du système bourgeois ne peuvent plus contenir les forces qui l'ébranlent.

Dans cette perspective, la classe ouvrière, indépendamment de ses directions, aura l'occasion de se dresser. Oui, on peut avoir confiance dans l'issue de la lutte, les traditions mêmes de spontanéité du prolétariat français renforcent encore les possibilités d'action de classe. Et le fait que se nouent, sur tous les plans et dans tous les domaines, des contacts entre des militants révolutionnaires de toutes tendances, comme le montre la formation du Comité d'Action Révolutionnaire — que nous relations par ailleurs —, permet de penser que, dans leur lutte révolutionnaire, les prolétaires ne resteront pas livrés à eux-mêmes face aux kapparells.

Léon TROTSKY, avant de sombrer dans la mort le 20 août 1940, affirma : « Je suis sûr de la victoire de la IV^e Internationale. En avant ! »

Les délais sont plus longs. Ils peuvent s'allonger encore. Mais la ligne du développement de l'histoire est tracé. La Révolution hongroise, les mouvements en Amérique latine, les luttes au Liban, la Révolution algérienne, l'éclatement de la bourgeoisie française montrent clairement le devenir révolutionnaire de l'humanité.

P. LAMBERT.

Le gérant : P. LAMBERT

IMPRIMERIE DAVY
53, r. de la Procession - Paris XV

Le C. C. N. de F. O. ...

(suite de la page 1)

Personne ne nie qu'au centre de nos difficultés se trouve le problème algérien.

Il faut absolument trouver et — si besoin impose — une solution à un conflit qui a déjà coûté trop de sang et de misère.

Nous sommes conscients que les conditions terriblement inhumaines de la lutte ne facilitent pas la recherche d'une solution.

Il nous paraît néanmoins réconfortant, qu'au milieu des passions déchainées, il se soit trouvé, des deux côtés de la barricade, des hommes assez lucides et courageux pour condamner les excès d'où qu'ils viennent.

Terrorisme aveugle et tortures sont des méthodes qui dégradent ceux qui les emploient.

Rappelons que le vieux militant nationaliste algérien Messali Hadj n'a pas hésité à condamner l'emploi de telles méthodes.

Le moment semble venu d'envisager les moyens pratiques d'aboutir à une solution.

Il est clair que la seule façon de mettre fin à un conflit quel qu'il soit est d'abord l'ouverture de négociations entre parties en vue de la recherche d'un compromis.

Il faut donc dès maintenant organiser une conférence de la table ronde au cours de laquelle les représentants du peuple algérien (par le canal notamment de ses organisations syndicales et politiques) discuteront avec les représentants du gouvernement français.

Disons tout de suite, qu'en ce qui nous concerne, la solution recherchée devrait répondre à deux préoccupations :

— Garantir la coexistence fraternelle des deux communautés ethniques qui composent la population d'Algérie. (Pas de Saint-Barthélemy Algérienne !).

— Assurer à l'Algérie de demain des structures démocratiques garantissant aux travailleurs algériens les libertés essentielles au premier rang desquelles nous plaçons la liberté syndicale, c'est-à-dire le droit pour les travailleurs algériens d'adhérer (ou de constituer) aux syndicats de leur choix.

Enfin quelle que soit la solution envisagée le peuple algérien devra être démocratiquement consulté.

Beaucoup parmi ceux qui, en France, s'affirment partisans de négocier n'ont pas nos préoccupations.

Seuls des syndicalistes libres — fidèles au véritable internationalisme ouvrier — c'est-à-dire solidaires des travailleurs algériens (et indépendants des Etats ou groupe d'Etats) peuvent sérieusement envisager l'avenir de l'Algérie sous l'angle du droit du peuple algérien à l'auto-détermination et de la défense des libertés.

C'est pourquoi notre Comité Confédéral National réuni à Saint-Brieuc, les 10 et 11 mai, a réclamé une « négociation sans exclusive ni préalable. »

Notre C.C.N. a pris là une décision de la plus haute importance — 10 et 11 mai 1958, retenons bien cette date... Elle marquera dans l'histoire du mouvement ouvrier français.

CHEZ RENAULT

Ce matin 20 mai, à la sortie du métro, les diffuseurs distribuent des tracts appelant à se mobiliser en débrayant à 15 heures. La matinée se passe en discussions, toutes sur le même sujet : le danger de Gaulle. Certains disent : « une chose est certaine, il ne peut y avoir de coup de force, le général ne fait pas le poids ». D'autres expliquent : « ce n'est pas si sûr ; les C.R.S. et l'armée sont avec lui. Il pourra venir par la voie légale et le résultat sera le même ». Une minorité, la moins combattive, ajoute : « L'état d'urgence avec Pflimlin ou de Gaulle, pour moi, c'est pareil ».

La question qui se pose est : « pouvons-nous défendre nos intérêts menacés des deux côtés ? » Là aussi, la confusion règne. Pourquoi débrayer à 15 h. ? C'est cautionner une organisation, c'est la même chose qu'une grève d'avertissement. La majorité dit : « Si les paras sont à Paris cet après-midi, alors là, on sort ».

A midi, beaucoup bâclent le repas et discutent dans la rue ou vont place Nationale pour « voir ». Mais aucun meeting n'est prévu.

Sur la place, il y a un micro. Un membre de l'U.G.S., parle. Linet lui succède ; il essaie de faire « monter » l'atmosphère en disant que des groupes fascistes se rassemblent dans la région parisienne, et insiste sur la nécessité de la grève de 15 heures.

A la reprise, tandis que les machines tournent, les discussions continuent. Les positions se radicalisent. Ceux qui, parfois depuis cinq minutes, sont pour le débrayage, affirment qu'il ne faut rien comprendre pour ne pas faire grève à 15 heures. D'autres disent : « Débrayer tout à l'heure, ça ne sert à rien ; mais s'il y a du chambard dans Paris, on sort ». Il faut ajouter que certains, une minorité, dépassés par les événements et la confusion, ne disent rien et se vengent sur la ferraille.

A 15 heures, de petits groupes timides apparaissent. Certains retournent à leur place puis, ayant trouvé un autre groupe, reviennent au lieu fixé pour le rassemblement.

A 15 h. 30, un délégué monte sur un camion. Il explique le danger fasciste et demande aux camarades qui travaillent de rejoindre les grévistes.

A 16 h., on annonce la grève du métro, des bus et du bâtiment. Applaudissements.

A 16 h. 10, le délégué parle toujours : « de Gaulle et le fascisme ont reculé, grâce à notre action. De Gaulle a terminé sa conférence de presse en disant qu'il retourne à Colombes-les-deux-Eglises et reste à la disposition du pays ». Puis il nous demande de rejoindre la Bourse du Travail.

A 16 h. 30, le débrayage déjà failli se divise en deux : une partie reprend le travail, l'autre va s'habiller.

Dans ce secteur de l'usine, le débrayage a eu lieu à peine à 15% ; pourtant, de nombreux ouvriers allaient et venaient pour avoir des nouvelles.

Suivant des informations de camarades, l'usine a très inégalement débrayé :

- Forge : 100 % en grève.
- Fonderie : agitation, mais débrayage assez faible.
- Département 18 : forte proportion de grévistes.
- Département de l'A.O.C. : 10 % en grève.
- Département 4 CV : aucun débrayage véritable, etc...

Il est difficile, dans ces conditions, de dire à quel pourcentage l'usine a débrayé.

Chez Renault, il règne depuis vendredi une grande confusion. Les ouvriers sentent ce qui se passe et se rendent compte de leur impuissance ; d'où, dans la tête de chaque militant, des hauts et des bas : il se dit que Pflimlin égale de Gaulle, qu'à-vec Mollet il restait la possibi-

lité de se battre mais que l'état d'urgence nous retire tout, que c'est Jules Moch qui a fait tuer les mineurs du Nord, etc... Chacun se rend compte qu'il est difficile d'agir selon ce qu'il pense.

Correspondant.

EDITO

(Suite de la 1^{re} page)

d'étaler les sentiments profonds, défende leurs libertés. Ils savent à quoi s'en tenir.

Les députés du P.S. et du P.C.F. votent les pouvoirs spéciaux pour l'Algérie à Pflimlin. Pflimlin le délégué à Sallan. Et Sallan crie « Vive de Gaulle ! » L'apprenti dictateur peut à bon droit ricaner, et demander pourquoi il devrait condamner des généraux que le gouvernement ne condamne pas.

Dans la situation politique actuelle, il y a un grand présent et un grand absent.

Un grand présent : la classe ouvrière, dont la puissance demeure invaincue.

Lorsque Claude Fuzier, dans « le Populaire » évoque le souvenir d'août 53 — lorsqu'il affirme qu'au moins un signe de leurs organisations, les travailleurs seraient prêts à déclencher, contre la menace de dictature, un mouvement plus ample encore — il ne fait qu'énoncer une évidence. Une évidence que de Gaulle ne peut ignorer — et c'est pourquoi, sous la jactance des mots, il n'a pu dissimuler son recul, lors de sa conférence de presse.

Il n'en reste pas moins que la politique de Pflimlin, c'est aujourd'hui l'état d'urgence, 27 mois de service, 80 milliards d'impôts supplémentaires, l'intensification de la guerre : le premier point du programme des ultras. Sur cette base, un compromis avec la clique d'Alger est naturellement possible.

Mais demain, dans deux ou trois mois, quand ce nouveau « dernier quart d'heure » aura pris fin — quand la nécessité d'une solution négociée de la guerre d'Algérie s'imposera avec une urgence accrue — quand l'inflation aura pris une nouvelle extension — quand le gouvernement devra demander de nouveaux dollars aux U.S.A. — Alors ?

Que de Gaulle attende ce moment, c'est manifeste. Et les travailleurs ?

Car la classe ouvrière est aussi le grand absent de l'heure. Sa puissance reste virtuelle. F.O., C.G.T., F.E.N., P.S., P.C.F., tous débordent en paroles d'activité — pour ne rien faire.

La bourgeoisie est plus profondément divisée que jamais. En se survivant, elle n'apporte que toujours plus de misère, de guerres, d'oppression, de souffrances de toute sorte. Seuls les travailleurs peuvent imposer la paix, conquérir le pain, sauver la liberté. Qu'ils passent à l'action, et tous les décors factices s'évanouiront en fumée. Le régime capitaliste — le régime de l'exploitation et de l'oppression, de la misère et de la guerre, est plus chancelant que jamais. Le devoir des dirigeants ouvriers dignes de ce nom s'impose. Que la Grève Générale cesse d'être une menace brandie par des hommes qui espèrent bien ne jamais avoir à y recourir — qu'elle devienne une réalité et les braves gens auront tout fait de disparaître dans le premier trou de souris ; et la classe ouvrière imposera ses solutions.